



Conseil des Camerounais de la Diaspora

mails : concameed@yahoo.fr / ccd.relais@gmail.com

Site web : www.concameed.com

39 Bd Ney 75018 Paris

☎ : 06 30 19 50 61 / 06 50 95 80 36



DECLARATION FINALE DE LA CONFERENCE DU 06 AVRIL

Après avoir connu trois colonisateurs différents, dont deux sous forme feutrées, le Cameroun, sous mandat de la France, est le seul pays d'Afrique subsaharienne à avoir connu une guerre de libération.

Depuis 1960, année de son indépendance, le Cameroun n'a connu que deux présidents :

- Ahmadou Ahidjo (22 ans de pouvoir en tant que président de 1960 à 1982)
- Paul Biya (1982 à nos jours)

Aux affaires depuis 1962, dont 7 ans en tant que premier ministre et 31 ans en tant que président, M. Paul Biya qui a hérité de son prédécesseur d'un État en bonne santé économique, l'a plongé quelques années plus tard dans les abysses, tel que nous le démontrent tous les indicateurs économiques et sociaux. Ceci ajouté à une répression sanglante hérité du colonisateur.

Le sort de notre pays a été scellé lorsqu'au lendemain de l'indépendance, le pouvoir est revenu, avec des complicités extérieures, aux mains des anti-indépendantistes, qui ont naturellement reproduit une politique répressive et de division hérité du colonisateur.

- Mais le peuple camerounais, jaloux et fier de sa liberté, qui a toujours su trouver le courage et les moyens pour résister à l'occupation, s'est retrouvé désemparé lorsqu'il s'est agi de reprendre sa liberté aux mains de ses propres fils.

L'histoire des héros de la résistance, de l'indépendance et de la liberté est passée sous silence par ceux qui nous dirigent, parce qu'ils ne veulent en aucun cas entretenir la mémoire de ceux qui ont permis au Cameroun d'accéder à une certaine liberté.

- Martin Paul Samba, Douala Manga Bell et bien d'autres, ont opposés une résistance féroce aux allemands au prix de leur vie pour libérer le Cameroun de l'occupation Allemande.

- Um Nyobè, Moumié, Ouandié, Ossendé, Afana et nombreux de leurs compagnons ont payé de leur vie pour permettre au Cameroun d'accéder à l'indépendance.

Mais ironie du sort, le pouvoir est revenu à ceux qui aux côtés de la France ont combattu ceux qui luttèrent dans le but de « grouper et unir les habitants du territoire, en vue de permettre l'évolution plus rapide des populations et l'élévation de leur standard de vie » comme le stipulait l'article 1^{er} des statuts de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) de 1952 à Eséka.

Le sort de notre mère patrie aurait sans doute été autre, si le pouvoir était revenu à ceux qui avaient initié et mené la lutte pour l'indépendance de notre pays.

Pour les héros de la résistance et pour les générations futures, nous avons le devoir de continuer ce rêve de liberté et d'unité, pour conduire notre pays vers le destin qui est le sien, et redonner au peuple Camerounais sa souveraineté longtemps usurpée.

Avec le souffle du vent venu de l'est au début des années 90, le Cameroun a connu un sursaut national et populaire, qui permit le retour du multipartisme et l'instauration des conditions d'une ère démocratique aussitôt bafouée par le RDPC de M. Biya avec la complicité naïve de l'opposition, naïveté et complicité qui malheureusement perdurent encore. Cependant La grande réussite de cette contestation populaire a été l'organisation des élections multipartites dans notre pays depuis l'indépendance. Preuve qu'avec détermination, lorsqu'il se lève comme un seul homme et parle d'une seule voix, le peuple Camerounais peut revendiquer et obtenir ses droits.

Après les législatives de 1992, qui l'avaient mis en grande difficulté malgré la fraude, le RDPC a depuis mis en place une véritable machine de fraude électorale, outre un système électoral à un tour.

Les possibilités d'alternance par voie des urnes s'étant réduites en peau de chagrin, l'opposition a abandonné le combat idéologique, et s'est laissée piéger par les intérêts financiers et la division.

Abîmés par la misère, la pauvreté, la corruption et la répression, les Camerounais se sont laissés peu à peu gagner par la résignation, et se sont détournés chaque jour un peu plus de l'intérêt collectif et de la politique.

Chers compatriotes, l'indifférence est la pire des attitudes ! Le Cameroun nous appartient tous, à nous de veiller à ce que notre pays redevienne un pays dont nous devons être fiers, en refusant de cautionner toute forme d'injustice, d'inégalité et d'atteinte aux droits fondamentaux.

Alors que la petite élite qui nous dirige est prête à tout pour maintenir et préserver ses privilèges avec la complicité d'une classe intermédiaire qui n'aspire qu'à faire partie de cette élite, la jeunesse est complètement déboussolée et sans emploi ; le peuple croupit dans une misère galopante et une insécurité permanente.

L'ascenseur social est inexistant, la réussite par le mérite relève de la science-fiction ; les forces de l'ordre et une justice corrompues et aux ordres ; l'accès à l'eau potable et à l'électricité est devenu sous le régime RDPC un luxe ; Même le football, notre sport roi, autrefois vecteur et symbole d'unité nationale a perdu de sa superbe, gangréné par la corruption qui mine le pays à tous les étages. Il est depuis devenu un sujet de division.

En février 2008, des milliers de camerounais excédés sont descendus dans les rues pour s'opposer au projet de modification de la constitution, et en retour ont été massacrés par un régime aux abois. Face à cette situation humiliante pour notre pays et pour nous-mêmes, nous sommes en droit de nous demander si ceux qui nous gouvernent sont vraiment Camerounais et s'ils ont au moins une commisération pour le peuple.

Il faut mettre un terme au silence et, face à tout ce qui précède :

Nous citoyens camerounais réunis au sein du **CCD (Conseil des Camerounais de la Diaspora)**

- Confrontés aux exactions horribles que ne cesse de subir le peuple camerounais déjà réduit à l'agonie,
- Constatant que M. Paul Biya et le RDPC ont décidé de se maintenir au pouvoir par tous les moyens,
- Confrontés à l'entêtement manifeste de M. Biya de torpiller le processus démocratique dans notre pays,
- Constatant que M. Biya organise de surcroît des sénatoriales au mépris de tout préalable démocratique élémentaire,
- Forts de notre droit inaliénable à défendre la patrie en situation de péril,

Appelons, dès cet instant, à un mouvement de libération et au renversement du régime illégitime de M. Biya,

Appelons tous les citoyens camerounais patriotes, de diverses couches sociales, de différentes catégories socio-professionnelles à soutenir individuellement ou collectivement l'accomplissement de cette lourde et honorable mission.

PARIS, LE 06 AVRIL 2013

**Le Président du CCD
Robert Waffo Wanto**